



Les audits de Rennaz soulignent les lacunes sur le contrôle financier et la gestion du nouvel hôpital

La réforme est voulue «au plus vite»

« RAPHAËL BESSON

Santé » Un déficit 2019 de 18 millions de francs au lieu des 6 budgétisés, des perspectives sombres pour 2020 (16,9 millions dans le rouge sans prendre en considération le Covid-19): fin avril, les cantons de Vaud et du Valais révélaient «la situation financière grave» de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) de Rennaz. Pour payer les salaires, une garantie temporaire de 80 millions de francs était octroyée, suivie d'une demande de deux audits.

Rendus publics hier, le rapport conjoint du Contrôle vaudois des finances (CCF) et de son homologue valaisan (IF) ainsi que celui de la société BDO consacré à la gouvernance mettent la lumière sur les difficultés rencontrées par ce projet «exceptionnel». En soulignant d'emblée qu'il n'y a pas eu de malversations.

Améliorations nécessaires

Rien d'illégal donc, mais des «lacunes» criantes, des carences et des constats pas rassurants. L'audit financier constate aujourd'hui clairement que «la situation de l'HRC est préoccupante. Des améliorations doivent être conduites notamment dans la gestion financière et budgétaire de l'établissement».

L'audit s'inquiète en outre vivement de la suite, à savoir les constructions et rénovations lourdes des antennes de Vevey Samaritain et Monthey. Il faut encore les finaliser et parvenir en priorité à la maîtrise des

coûts de cette «pierre d'achoppement». De 22 millions, la note passe à 41 millions.

Certains commentaires laissent songeurs. «Le budget 2019 était trop ambitieux, volontariste et le déménagement à Rennaz n'a pas été pris en compte dans son élaboration. Le report du déménagement (de mai à novembre 2019) a contribué à aggraver la situation», relève le rapport. L'hôpital, son conseil d'établissement et la direction générale «n'avaient pas de vision claire sur la situation financière leur permettant d'anticiper l'ampleur de la perte de l'exercice 2019».

L'audit de 31 pages de BDO pointe du doigt notamment la composition déficiente du conseil d'établissement de l'HRC. Ses membres doivent être choisis et nommés en fonction de leurs compétences et pas sur la base de leur représentativité. BDO recommande de renforcer le rôle du corps médical au sein de la Direction générale à l'instar de ce qui se fait en Suisse alémanique. Il critique la déconnexion entre Rennaz et ses partenaires régionaux, à l'instar des médecins prescripteurs.

L'audit relève également des lacunes dans le rôle des cantons par rapport au nouvel hôpital. Vaud et Valais doivent établir une véritable feuille de route pour l'établissement et assumer leur rôle de propriétaire.

Face à la multitude de problèmes, les autorités cantonales ne cachent pas leurs exigences. La direction générale de l'HRC doit fournir d'ici la fin octobre 2020 un plan de retour

à l'équilibre financier. Les membres du conseil d'établissement seront nommés par les cantons seront renouvelés durant l'automne.

A propos de Vevey et de Monthey, les gouvernements pensent éventuellement centraliser certaines activités de gériatrie à Monthey et développer une permanence à Vevey. «C'est une première réflexion. On chiffrera les coûts après», remarque la conseillère d'Etat

Rien d'illégal donc, mais des «lacunes» criantes, des carences et des constats pas rassurants



valaisanne Esther Waeber-Kalbermatten.

«Je n'ai pas vu de surprises majeures dans ces audits, beaucoup d'éléments étaient déjà dans nos mains», relève son homologue vaudoise Rebecca Ruiz. «L'hôpital s'est beaucoup concentré sur le défi du démenagement, l'exploitation a trop été laissée de côté», déplore-t-elle.

Commission d'enquête?
Côté politique, le président du

PLR vaudois Marc-Olivier Buffat a la dent dure. Pour lui, ces audits «renforcent la nécessité de la commission d'enquête parlementaire (CEP)» déposée par la droite. «Les lacunes de gouvernance sont graves, fondamentales». Les dysfonctionnements à Rennaz relèvent de «l'élémentaire gestion».

Critiquant la CEP, le Parti socialiste juge que la situation de l'HRC doit être appréhendée «au-delà des questions partisans». Il appuie la position

ferme des deux gouvernements. L'UDC estime que la CEP s'impose plus que jamais afin que «la population puisse savoir».

Président de la commission interparlementaire de l'HRC Vaud-Valais, le PLR vaudois Philippe Vuillemin parle «d'un certain amateurisme» dans la gestion financière de cet hôpital. Il relève surtout la nécessité d'augmenter les recettes, autrement dit que les gens aillent se faire soigner dans cet hôpital. »

18

C'est, en millions de francs, le déficit de l'hôpital en 2019 au lieu des 6 millions budgétés



Les deux audits ordonnés par les cantons de Vaud et du Valais sur les difficultés financières de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) à Rennaz confirment d'importantes lacunes. Keystone